

Le budget

Cette mesure draconienne doit être replacée dans son contexte. Le total de tous les transferts importants, y compris la péréquation qui n'est pas touchée par ce budget, sera de 4,4 p. 100 inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. Par contre, les dépenses fédérales dans tous les autres domaines seront réduites de 7,3 p. 100, soit une diminution beaucoup plus importante.

Le Transfert social canadien marque une nouvelle ère dans les relations fédérales-provinciales, caractérisée par une plus grande souplesse et des responsabilités accrues pour les gouvernements provinciaux et par une plus grande continuité dans les ententes financières avec le gouvernement fédéral.

Le gouvernement va atteindre ses objectifs financiers. Dans le budget de 1994, nous nous étions engagés à ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB, soit 24,3 milliards de dollars, en 1996-1997. Dans ce budget, nous prenons les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif bien que les taux d'intérêt soient plus élevés que prévu.

Toutefois ce budget va au-delà de l'objectif à atteindre en deux ans car notre réforme financière continuera à avoir des répercussions positives des années après que le gouvernement aura réussi à équilibrer son budget, son but ultime.

Nos prévisions économiques et financières, pour aussi prudentes qu'elles soient, ont clairement démontré que des mesures très strictes s'imposaient. Pour atteindre nos objectifs, nous entreprenons de réaliser au cours des trois prochaines années des économies cumulatives de 29 milliards. Cela signifie changer la taille et la forme de l'administration. D'ici 1996-1997, les dépenses de programmes passeront de 120 milliards l'an dernier à un peu moins de 108 milliards. Les changements structurels que nous faisons feront que les réductions de déficit continueront en 1997-1998 et au-delà. L'amélioration du bilan sera considérable.

Le budget cherche à améliorer l'équité fiscale. Le budget de 1995 contient des mesures qui contribueront à redonner au pays la santé financière nécessaire pour soutenir une économie forte et en expansion. Ce plan traduit aussi la volonté du gouvernement de remettre de l'ordre dans ses finances au lieu d'en faire supporter le fardeau aux contribuables.

Au cours des trois prochaines années, les réductions de dépenses atteindront un total de 25,3 milliards, alors que les recettes n'augmenteront que de 3,7 milliards. Ce sont donc des coupes de sept dollars pour chaque dollar de recettes supplémentaires.

Ce qui est surtout très important, c'est qu'il n'y a pas d'augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers dans ce budget. Les mesures fiscales visent essentiellement à améliorer l'équité du régime fiscal. Comme le disait le ministre des Finances: «... les impôts ne se ramènent pas à une simple question de taux d'imposition. C'est également une question d'équité.»

Le budget reflète les résultats de l'examen des programmes qui a été lancé il y a un an. Le plan n'est pas simplement de réduire l'administration publique. Le plan est d'avoir une administration plus intelligente, ayant une structure nouvelle et plus consciente de la façon dont elle dépense. Les dépenses des ministères seront réduites de presque 19 p. 100 par rapport au

niveau de 1994-1995. Pour certains ministères le budget sera réduit de moitié. Au total, nous parviendrons à des économies, sur trois ans, de 17 milliards.

En raison de cette vaste réforme des programmes fédéraux, la fonction publique sera réduite de 20 000 postes cette année et de 45 000 au cours des trois prochaines années. Pour la première fois, les ministères devront préparer des plans opérationnels sur trois ans et les soumettre à l'examen du Parlement et du public.

• (1340)

Les conséquences des mesures budgétaires liées à l'examen des programmes ont été réparties équitablement entre les provinces. Certains programmes ont été éliminés ou grandement réduits. D'autres ont été repensés ou regroupés. Les conséquences de certaines mesures ont tendance à toucher particulièrement des régions données.

Dans la région de l'Atlantique, et plus particulièrement dans ma circonscription de Central Nova, la subvention au transport des marchandises de l'Atlantique est éliminée. Pour compenser, un programme quinquennal de 326 millions de dollars a été créé pour assurer la transition. Les subventions aux produits laitiers seront réduites de 30 p. 100 au cours des deux prochaines années. On mettra un terme aux ententes conclues avec la province pour l'exploitation des ressources forestières. On mettra fin au transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique versé à la Nouvelle-Écosse, qui s'élevait à 30,4 millions. Le financement des organismes régionaux chutera de 562 millions au cours des trois prochains exercices. De cette somme, l'APECA devra assumer une réduction de 173,5 millions, soit 31 p. 100.

Le gouvernement a toujours à coeur de favoriser les facteurs de stimulation économique, au Canada atlantique, et l'APECA s'est avérée l'intermédiaire le plus efficace et le plus efficace pour veiller au respect de cet engagement. Pour ce qui est des engagements du gouvernement en matière de création d'emplois, tels qu'inscrits dans le livre rouge, l'APECA offre une partie de la solution, ayant contribué à créer quelque 42 000 emplois dans la région de l'Atlantique. Cet organisme continuera à jouer un rôle essentiel en tant que source de capitaux dans la région, aidant les petites et moyennes entreprises à se développer et exerçant un rôle de premier plan dans l'essor économique de notre région.

En conclusion, ce budget marque le début d'une ère nouvelle. Il montre que nous avons besoin d'une forme de fédéralisme souple, dynamique et coopératif pour répondre aux défis que pose l'économie canadienne, dans un monde dur et concurrentiel. Ce budget pose un défi, mais c'est aussi un budget équitable qui mérite l'appui de tous les députés.

[Français]

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours sur le budget livré par notre collègue de Central Nova. Cependant, je dois vous avouer que j'ai vu, dans ses propos, du parti pris. Sûrement que cette députée fait partie de la même équipe que notre collègue le ministre des Finances.